

Déclaration liminaire de la FSU et de la CGT éduc'action Dépouillement des élections professionnelles 2018

M. le ministre, Mme la secrétaire générale, M. le DGRH,

Nous sommes réunis ce soir pour le dépouillement des scrutins renouvelant les instances de dialogue social de notre ministère. Nous pouvons déjà tirer un premier bilan des élections professionnelles qui viennent de se dérouler. Et le premier constat que nous pouvons faire, c'est que nous avons fait voter les personnels... Nous, les organisations syndicales, pas le ministère !

Dès à présent, la FSU et la CGT éduc'action saluent tous les collègues qui ne sont pas découragés en participant globalement mieux qu'en 2014, et malgré les obstacles, à ces élections. Ils ont montré par là même leur détermination et tout l'attachement qu'ils ont dans le rôle joué par les représentant-es des personnels.

Alors que pour la 3^e fois, les élections professionnelles se déroulent sous forme électronique au ministère de l'éducation nationale, nous dénonçons l'impréparation, l'improvisation et la négligence qui ont entouré ces élections, ainsi que l'insuffisance de prise en compte des bilans antérieurs.

Petit florilège des dysfonctionnements : le bug du serveur dès son ouverture, des rectorats qui ont fait de la manutention pendant la période de vote, des messageries inopérantes plusieurs heures dans différentes académies, encore aujourd'hui dans notre académie, des identifiants qui ne sont jamais arrivés à leurs destinataires, notamment des collègues en congé maladie ou sur zone de remplacement, des modes d'emploi pour voter peu incitatifs, la fermeture du portail sans avertissement évinçant bon nombre de collègues, un accès tardif à la liste électorale générant des listes non conformes, incomplètes et privant de nombreux électeurs et électrices de leur droit de vote, une procédure de vote complexe avec des acheminements longs et dissuasifs ou l'incapacité pour le ministère de faire respecter toute la réglementation. Parmi les personnels les plus empêchés de voter, figurent particulièrement les contractuels, mais aussi les personnels affectés dans l'enseignement supérieur ou dans d'autres ministères.

Nous en ferons état dans les procès-verbaux des différents scrutins.

Ces dysfonctionnements politiques, organisationnels et techniques auraient pu être largement évités. Ce n'est pas digne d'un ministère qui veut s'assurer que le geste démocratique que représentent les votes des représentants, soit facilité. D'autant que la FSU, ses syndicats nationaux et la CGT éduc'action n'ont pas été avares d'alertes et que des anticipations étaient possibles.

Dans le contexte de remise en cause par le gouvernement du rôle des instances de dialogue social, la FSU et la CGT éduc'action s'interrogent sérieusement sur la volonté du ministère de s'impliquer vraiment dans ce processus démocratique. Par les choix qui ont été faits dans l'organisation de ces élections professionnelles, tant du point de vue du prestataire que des décisions organisationnelles qui ont été prises, vous portez, monsieur le Ministre, la responsabilité de la situation inacceptable dans laquelle se sont déroulées les opérations électorales. On ne peut confier la réalisation d'un projet d'une telle ampleur (faire voter 1 023 211 personnels qui avaient 4 258 278 votes à émettre) à une équipe réduite qui doit s'appuyer sur des services exsangues du fait des ponctions successives de personnels dans les services de l'administration centrale, des rectorats, des DSDEN, des établissements et les écoles. Toute procédure de cette envergure, même dématérialisée, ne peut reposer uniquement sur la bonne volonté et l'engagement des personnels.

Les syndicats de la FSU et la CGT éduc'action dénoncent clairement la responsabilité du ministère dans les dysfonctionnements et son manque d'investissement dans ces élections. Les personnels administratifs ont, eux, dû faire face aussi à ce manque d'anticipation et en ont subi les conséquences.

La FSU et la CGT éduc'action présenteront dans les jours à venir un document exhaustif pour montrer toutes les insuffisances de l'administration dans la mise à œuvre de ces élections.

Les électeurs et électrices, les personnels de notre service public d'éducation ont envoyé un message clairement en faveur du dialogue qu'il faudra bien que le ministère et le gouvernement entendent !